

DOCUMENTI

IAI

LA PERCEPTION DE LA SÉCURITÉ EN TUNISIE, PAR RAPPORT A LA MÉDITERRANÉE

par Khalifa Chater

Relation présentée a la Conférence internationale "Security Challenges in the
Mediterranean Region"
Rome, 23-24 Septembre 1994

ISTITUTO AFFARI INTERNAZIONALI

La perception de la sécurité en Tunisie, par rapport à la Méditerranée

Khalifa Chater

"La méditerranéité ne s'hérite pas, elle s'acquiert. C'est une distinction, non un avantage. Il n'est pas question seulement d'histoires ou de traditions, de géographie ou de racines, de mémoire ou de croyances: la Méditerranée est aussi un destin". (Predrag Matvejevitch, *Bréviaire méditerranéen*¹).

Dans l'imaginaire tunisien, dans nos rêves mais aussi dans notre réalité, la Méditerranée représentait "notre part de l'horizon". Alternative plus ou moins idéalisée aux défis du quotidien, la traversée maritime permettait tous les espoirs : des possibilités de travail, sinon d'enrichissement, des structures de formation et des espaces de loisirs, pour les jeunes et les moins jeunes. La menace de conflagration était occultée. Les enjeux stratégiques des rivalités Est - Ouest en Méditerranée ne semblaient pas concerner la population tunisienne. Le tiers-monde, un enjeu évident de la guerre froide, était en situation d'hors-jeu, dans ce champ de compétition méditerranéen. La dimension sécuritaire ne semblait guère affecter le mirage nord-méditerranéen. Et d'ailleurs, l'espace méditerranéen du Maghreb ne connaissait pas "l'état endémique de guerre que l'on trouve dans le bassin oriental de la Méditerranée"².

La situation a donc bien changé depuis. Transfert du mur de Berlin, la ligne d'horizon méditerranéenne s'érige en frontière difficilement franchissable. L'Europe qui regarde désormais vers l'Est, est plus soucieuse de bloquer les issues du Sud, de constituer des gués d'observation et de surveillance. La menace viendrait du Sud, puisque l'Est est à terre. Peut-on se permettre d'ériger des stratégies, sans ennemi dûment identifié ? En attendant, le Sud méditerranéen, est considérée comme une zone d'exclusion, de graves menaces, à plus ou moins longs termes.

¹ - Predrag Matvejevitch, *Bréviaire méditerranéen*, Paris, Fayard, avril 1992, traduction du croate par Evaine Le Calvé-Ivicevic, 260 pages, 1ère édition, Zagreb, 1987. Voir p. 113

² - Mustapha Schimi, "le Maghreb, enjeu stratégique: entre l'Est-Ouest et le Nord- Sud" in Collectif, direction Basma Darwish, *Maghreb, les années de transitions*, Ifri, Masson, Paris 1990, pp. 307-321. V. p. 307.

Perçus de l'autre rive de la Méditerranée - puisque la communication concerne l'étude de la perception tunisienne - les politiques d'exclusion européennes, les guerres ethno-religieuses en Bosnie, les situations de haut risque en Algérie et en Egypte, les tensions entretenues en Libye, au Liban et en Palestine, élargissent le champ de la menace et constituent certainement désormais une préoccupation réelle, une question de l'ordre du jour. La Méditerranée, "lac de paix", espace d'espoir, devient une aire de menaces nouvelles, qu'il faut baliser, analyser et évaluer.

I - La Méditerranée, l'enjeu et les défis

" Cette revitalisation de l'espace méditerranéen unifié, sa reconstruction et sa protection contre tous les dangers et menaces, constituent, pour nous, aujourd'hui, à la fois une préoccupation et un objectif. Il est, en effet, devenu impératif de faire retrouver à cette région la sécurité et la stabilité, pour qu'elle puisse apporter son concours à l'esquisse des contours du monde nouveau auquel nous aspirons tous, un monde de justice, de légalité, de solidarité et d'équilibre économique..." (Discours du Président tunisien Zine El Abidine Ben Ali, devant le Parlement européen, Strasbourg, 22 juin 1993³).

Dans le discours officiel tunisien, la Méditerranée est perçue comme " un destin", un espace à reconstruire et à protéger, un ultime recours, en quelque sorte, dans ce monde déstructuré, par les épreuves de la confrontation post - guerre froide, la remise en veilleuse, sinon en question, de certaines alliances traditionnelles et solidarités historiques, le décentrage de l'Europe et dans une certaine mesure du monde arabe. Dimension souvent oubliée, occultée, la méditerranéité semble condamnée par l'évolution des temps présents. L'espace européen, la conquête de l'Est, la compétition avec les marchés Nord-Atlantique et Sud asiatique, semblent constituer les enjeux prioritaires de nos partenaires traditionnels de l'Europe de l'Ouest. S'intéresse - t - on au monde arabe ? L'attrait du pétrole du Golfe semble plus persuasif que la quête des partenaires de l'histoire, de la francophonie, des mouvements trans-migratoires de part et d'autres, des Français, des Italiens, des Espagnols, des Grecs, des Maghrébins etc. Tout juste peut-on se contenter - en guise de concession à la méditerranéité - des déplacements d'été, vers les plages du soleil, les sites des loisirs d'été. Cette amnésie européenne, à l'égard de la méditerranéité, cette redimension de l'aire

³ - Voir le texte du Discours in *Etudes Internationales*, revue de l'AEI, Tunis, n°48, 3/93, pp.145 - 154. Voir particulièrement p. 152.

traditionnelle des échanges, des relations dynamiques, des grandes confrontations des idées, des marchandises et des hommes - bien souvent confortées par des positions de méfiance, des velléités de rejet, du Méditerranéen du Sud, perçu comme un immigrant réel ou potentiel et diabolisé, sont durement ressenties, de l'autre côté de la rive, où le discours de la méditerranéité constitue une réponse aux nouveaux élans du cœur et états d'âme nord méditerranéen.

Faisant valoir "l'imbrication aussi étroite des communautés tantôt juxtaposées, tantôt superposées par le flux et le reflux du peuplement et la succession des empires", le Président tunisien estime que " le souci majeur de notre temps est de sauvegarder la Méditerranée des multiples dangers qui la menacent, d'en assurer continuellement le rôle de trait d'union et d'avant-garde et d'en concilier les deux pôles nécessaires à toute marche harmonieuse⁴ ...". Dans le discours du Chef d'Etat tunisien, la dimension méditerranéenne est donc un enjeu important, un projet politique, un système d'alliance et de partenariat, formellement exprimé, énergiquement revendiqué. Le Président tunisien exprime, à l'occasion, " «le malaise méditerranéen», engendrée par la crainte de voir la Méditerranée, jusqu'ici aire de contacts et d'échanges, devenir la nouvelle frontière de l'Europe des Douze, des dix-neuf (CEE-AELE), puis des vingt-quatre (CEE-AELE - Europe Orientale)"⁵, situation de haut risque, qui peut entraîner la périphérisation du Maghreb⁶.

Cette volonté de "revitaliser" la Méditerranée est largement partagée. Qu'il nous suffise de rappeler qu'elle fut exprimée, en tant que principe directeur par la motion de politique extérieure, adoptée par le Rassemblement Constitutionnel Démocratique, le RCD, le parti au pouvoir, lors de son dernier congrès, en juillet 1993 :

"S'agissant de la solidarité méditerranéenne, le RCD appelle à la conclusion d'un contrat de paix et de développement, entre les pays riverains de la Méditerranée, dans le but d'éliminer les causes de tension et de conflit, de trouver des solutions aux problèmes en

⁴ - Message à l'Exposition internationale de Gênes, le 10 Juin 1992. Voir Zine El Abidine Ben Ali, *Propos et réflexions*, 7 novembre 1987-7 novembre 1993, Publication du Premier Ministère, Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1993, pp. 355-356.

⁵ - Interview à la revue *Politique internationale*, édition de l'été 1992, n° 56. Voir Zine El Abidine Ben Ali, *Propos et réflexions*, op. cit., p. 356.

⁶ - *Ibid.*

suspens, de débarrasser la région des armes destructives et de tout ce qui est de nature à porter atteinte à la stabilité et à la paix: tout en y renforçant les potentialités propres de développement, par le biais de relations contractuelles qui éliminent les facteurs de déséquilibre entre les pays méditerranéens...

Appelle à instaurer un dialogue méditerranéen constructif, à accorder un intérêt accru au patrimoine culturel commun et à mobiliser les efforts, aux fins de sauvegarder la Méditerranée des dangers de la pollution⁷..."

Priorité de consensus, la dimension méditerranéenne est, d'autre part, revendiquée par les différentes instances nationales et par l'intelligentsia tunisienne⁸.

Souci de revitalisation de la méditerranéité, mise en valeur et idéologisation de ce concept, volonté d'institutionnaliser cette donnée, comme principe fondateur d'un système d'alliance privilégiée, cette mise à l'ordre du jour est exprimée dans une dichotomie-postulat, la sécurité et la stabilité :

"Il s'agit de fixer les priorités propres à la région (méditerranéenne) et d'œuvrer ensemble à leur réalisation, pour faire de cette zone "un noyau stable" de sécurité et de co-prospérité, en Méditerranée⁹..." (Président Ben Ali, Lisbonne, le 15 février 1993).

La sécurité en Méditerranée et la stabilité des pays riverains sont des enjeux prioritaires. Il s'agit d'une nouvelle donnée, d'une politique réfléchie. Le nouveau contexte international : l'ère post-guerre froide, et les fluctuations qui s'en suivirent, la construction de la forteresse Europe et les risques de dérives qui en résultent :

⁷ - Motion de politique extérieure, adoptée par le congrès du Rassemblement Constitutionnel Démocratique, le RCD, le 30 en juillet 1993.

⁸ - Voir les articles suivants :

- libre opinion de Mohsen Toumi, " La Méditerranée : Mythes et géostratégie ", in *La Presse de Tunisie*, 12 août 1994.

- Communication de Habib Slim, "le co-développement, un nouveau modèle de la coopération euro-maghrébine", présentée au symposium " L'Afrique du Nord : tendances actuelles et défis politiques", Tunis, 3 - 4 mai 1994.

- et notre éditorial, in *Etudes Internationales*, Tunis, 2-93, n °47

⁹ - Voir Zine El Abidine Ben Ali, *Propos et réflexions*, p. 357.

Voir aussi :

- le discours de Madrid, le 28 mai 1991, Ibid, p. 355.

- le discours d'ouverture du congrès du parti RCD, le 29 juillet 1992.

politique d'exclusion envers les immigrés et tendances à la périphérisation du Maghreb, remettent à l'ordre du jour "la question de sécurité régionale¹⁰", de sa re-actualisation et de sa révision dans l'aire méditerranéenne. Dans le nouveau discours politique tunisien, la question de la prévention de la menace cesse d'être un tabou. Elle constitue une donnée de base, un élément de la réflexion géostratégique. Or de nombreuses lignes de fractures et de crises posent la question de la sécurité et de la stabilité de notre aire.

II - Lignes de fractures et zones de tensions :

Les souvenirs des grandes opérations militaires, des démonstrations de force, telle l'agression de la France, la Grande Bretagne et Israël contre l'Égypte, combat d'arrière-garde, en 1956, semblent appartenir à l'histoire. Mais des opérations de dissuasion ponctuelles - telles les bombardements israéliens des sites libanais ou l'opération contre Hammam-Chott en Tunisie (1985), peuvent entretenir une atmosphère d'insécurité. L'implosion du monde communiste a créé des situations explosives, qui peuvent, à tout moment, dégénérer. L'exemple de la Yougoslavie, montre que des acteurs relativement mineurs, peuvent remettre en cause l'équilibre régional. Disposant d'arsenaux militaires importants, des États déstabilisés, fragilisés, peuvent porter au pouvoir des équipes belliqueuses, animées d'une volonté de re-affirmer leur puissance, d'assurer les re-équilibres espérés ou tout simplement de réaliser le meilleur partage, au profit de leurs nationalités. Est-ce que les pays méditerranéens de l'Est sont à l'abri de ces dérives ? Une stratégie méditerranéenne lucide devrait tenir compte de telles inconnues, prévoir tous les scénarios possibles. Le pire n'est pas nécessairement derrière nous.

a) La question du Moyen Orient : les retombées éventuelles des crises désamorçées ou re-dimensionnées

Trois conflits armés (1948, 1967, 1973) et une lutte sans répit. Est - ce que le processus engagé peut faire naître l'espoir, mettre fin à une guerre de cinquante ans ? " L'inimaginable s'est produit. L'incroyable s'est réalisé. L'indicible a été prononcé¹¹". Est-ce que "le mur psychologique le plus épais du Proche-Orient¹²" est tombé ? Est-ce que la menace a totalement disparu ? Serait-il réaliste

¹⁰ - Discours du Président Ben Ali, Madrid, 28 mai 1991. Voir Zine El Abidine Ben Ali, *Propos et réflexions*, p. 355.

¹¹ - Christian Hoche, Israël-OLP : "la paix en face", *l'Express*, n° 2202, 23 septembre 1993, p.6-13.

¹² - *Ibid.*, p.6.

d'affirmer qu'une opération de dissuasion, émanant d'un acteur identifiable, Israël, en la circonstance, est totalement exclue, dans l'aire méditerranéenne ? La dynamique historique, l'effet d'entraînement, la volonté des acteurs principaux de s'engager dans le processus de paix semblent annoncer une nouvelle ère. Mais les analyses des experts israéliens eux-mêmes, nous incitent à temporiser notre optimisme et à prendre en considération cette menace, dans le cadre des scénarios géostratégiques:

" Israël peut toujours faire la guerre à la Syrie, à l'Irak, à l'Iran ou à la Jordanie. Pourtant, cet accord élimine les motivations bellicistes... Les tensions vont baisser, les achats d'armes aussi. L'environnement stratégique d'Israël changera du tout au tout..." (Le général de réserve Schomo Gazit, du Centre d'études stratégiques de l'université de Jérusalem¹³, 23 septembre 1993).

Plus explicite, Uri Dromi déclare : " Je fais confiance à mes adversaires, si je suis le plus fort¹⁴ ..." Or les politiciens israéliens reconnaissent que " ni Rabin, ni Peres n'ont pris le moindre risque pour la sécurité du pays (Israël). (Ils ont pris) des paris politiques, oui, mais pas le moindre danger pour la sécurité¹⁵..." Une telle analyse de la situation atteste que des conflits armés sont toujours possibles, en dépit de la fin de la guerre, tant que l'Etat d'Israël reste plus soucieux d'affirmer sa supériorité militaire, de poursuivre sa politique de surarmement et de dissuasion nucléaire, que de son intégration pacifique dans son environnement naturel et de la décolonisation idéologique de son discours.

En dépit d'un contexte nouveau, d'un pari pour la paix, pris courageusement par la direction palestinienne, des foyers de tensions susceptibles de ranimer la braise existent. Le jeu diplomatique israélien pour monnayer l'évacuation du Golan syrien et la stratégie d'obstruction - une recherche de nouveaux partenaires de négociation - pour remettre en question la libération de Jérusalem, révèlent que toutes les bombes israéliennes ne sont pas désamorçées et n'oublions pas la poursuite de l'occupation d'une ceinture dite "sécuritaire", au Liban, ultime otage d'un pouvoir hégémonique.

¹³ - Interview in *l'Express*, n° 2202, 23 septembre 1993, p.4-15.

¹⁴ - Interview de Uri Dromi, in " comment nous voyons notre avenir, dossier du *Nouvel Observateur*, 16-22 septembre 1993, pp.28-34.)

¹⁵ - Raisonement de politiciens israéliens, rapporté par G. Sitbon, " le malheur est fini, les ennuis commencent...." in *le Nouvel Observateur*, 16 - 22 septembre 1993, pp.26-27.

Est-il réaliste de ne pas se méfier d'éventuelles démonstrations de force, d'opérations de dissuasion, fussent-elles ponctuelles, de combats d'arrière-garde, alors que les derniers quarts d'heures des batailles sont les plus violents, puisqu'ils autorisent les dérives, les attitudes désespérées ? Bien de forces de l'Establishment militaire israélien peuvent être tentées de faire échec à " la paix des braves ". Et n'oublions pas que les dernières opérations intégristes, en Europe et en Amérique latine, ont favorisé et encouragé le retour d'Israël aux bombardements des sites arabes au Liban, sous prétexte de punir Hizballah ou Hamas¹⁶, dans le cadre d'une volonté de maintien de la tension et du recours à une stratégie alliant l'intimidation et la négociation !

b) La crise de la Bosnie et son interprétation :

L'implosion de la Yougoslavie et la curée qu'elle a provoquée, ont remis la menace à l'ordre du jour. Profitant de la démission internationale - l'intervention humanitaire constituant le programme prioritaire et exclusif - les Serbes se lancèrent à la conquête des terres bosniaques, re-actualisant le programme nazi de l'épuration ethnique, pour "élargir leur espace vital".

L'affrontement religieux-identitaire succéda à l'affrontement idéologique. On revient aux références et aux normes d'antan. " La confrontation de la guerre froide est venue se superposer à des antagonismes ancestraux, mais ne les a pas fait disparaître complètement¹⁷". La remontée des démons, en Yougoslavie, est dans la continuité historique du discours communiste de la Yougoslavie et de certains pays d'Europe centrale, fondant leurs pseudo-légitimités sur la libération de la domination ottomane. Les Etats communistes de l'Europe Centrale ont développé, durant leurs ères communistes, le culte de la culpabilisation du régime ottoman disparu et de tous leurs concitoyens-sujets slaves islamisés, les prolétaires-otages des Establishments communistes, des Nomenclaturas privilégiées. Ce combat anachronique tenait lieu de programme politique des ères des cultes de la personnalité, à Belgrade et ailleurs. La libération du communisme permettait d'achever, sans état d'âme, la sinistre œuvre, de traduire dans les faits, ces excommunications idéologiques,

¹⁶ - Suite à ces opérations, les représentants de l'Etat d'Israël ont affirmé leur intention d'exercer des opérations de poursuite contre les auteurs de ces actes et principalement Hizb Allah, le parti intégriste pro-iranien établi au Liban. Voir *El-Hayat*, 29 juillet 1994, reproduisant des déclarations de Rabin et de Ouri Loberni, coordinateur des Affaires israéliennes au Liban.

¹⁷ - Yannis Nikolaou, " la perception de la menace en Grèce " in *Arès*, Politique de Défense, Vol. XIII, *la Perception de la menace en Europe*, Grenoble, 1992, pp.86-96.

d'exécuter matériellement, ces ennemis symboliques de l'Etat communiste.

A Sarajévo, à Gorazdé, à Sbérenica, à Tuzla, dans tous les sites, tous les patrimoines de Bosnie, Ils ont tué dans la joie, les ennemis d'hier et d'aujourd'hui. Cette tragédie de l'histoire implique une révision des jugements, une désillusion amère, une re-écriture de l'histoire, qui recommence, n'en déplaise à Fukuyama..., lorsque l'homme est revenu à l'âge de la pierre, des embuscades de quartiers, des guerres de religions, des sinistres tableaux de chasse des hommes des cavernes. L'épreuve bosniaque montre que nous ne devons pas perdre de vue les risques, les dérives, que les sociétés ex-communistes fragilisées par les caprices de l'histoire, peuvent encourir à l'Humanité ...!

L'opinion tunisienne est marquée par l'épreuve bosniaque¹⁸ qui re-actualise les guerres de religions, les rancœurs ethniques et perturbe dangereusement les relations internationales.

c) Les tentatives de déstabilisation intégriste :

Les rives sud-méditerranéennes constituent les enjeux de la mouvance intégriste qui a pour objectif d'instaurer un pouvoir totalitaire théocratique. La crise pétrolière de 1973 et l'augmentation de la rente qui s'en suivit, l'échec des projets de développement et les sentiments de frustration qui en résultèrent, les défaites successives des Arabes face à Israël et les réactions de colère et de désespoir qu'elles nourrirent, dynamisèrent la contestation intégriste et favorisèrent son expansion. hors de ses foyers originels, du Moyen-Orient. Encouragé et soutenu concurrentiellement par des pôles - moteurs, chiïtes et sounnites, l'intégrisme émergea au Maghreb et au Machrek, tentant de déstabiliser les états - nations, d'instituer un nouvel ordre islamique.

Soutenue par les establishments intégristes, disposant de moyens financiers prodigués généreusement par des alliés idéologiques, hostiles aux projets de sociétés civiles, la contestation intégriste tenta de gagner toute l'aire arabe. Maîtrisé en Tunisie, au Maroc et en Jordanie, du moins dans l'immédiat, l'intégrisme s'attaque à la Palestine, l'Egypte et l'Algérie, tout en consolidant ses poches de résistance, au Liban, en Syrie et en Irak et en entreprenant une action d'embrigadement des communautés musulmanes, en Europe.

¹⁸ - La crise bosniaque est évoquée comme source de préoccupation dans le discours politique tunisien. Voir *Propos et réflexions, op.cit.*, pp. 370-372.

Les attaques des touristes européens, les opérations de commandos contre les institutions étatiques et les velléités d'instaurer une stratégie de croisade-jihad, contre la communauté chrétienne copte constituent des tentatives évidentes de déstabilisation de l'Etat égyptien.

L'escalade atteint en Algérie la dimension d'une dangereuse tragédie humaine : Institution du terrorisme et de l'Inquisition, assassinats d'intellectuels et de femmes émancipées, exécution des étrangers, attaques sous tous azimuts contre les structures de la société civile, incendie des structures du savoir et de l'enseignement, l'Algérie est la proie d'une véritable guerre civile, qui instaure une véritable ère d'anarchie. "Si l'Algérie bascule", ce diagnostic pessimiste avancé par certains observateurs européens qui annoncent la catastrophe prochaine, peut servir la cause intégriste, en tentant de convaincre l'opinion internationale que la prise du pouvoir des intégristes en Algérie est irréductible. Chronique d'une chute annoncée, cette approche fondée sur une lecture immédiate des événements¹⁹, ne tient pas suffisamment compte de la complexité de la situation, des acquis de la dynamique interne de la société, de sa promotion de fait -fut-elle contrecarrée par le pouvoir FLN ? " Il n'y aura jamais de république islamique, en Algérie", cette appréciation optimiste de la situation, par l'un des témoins de la stratégie, Said Sadi, le Secrétaire général du RCD algérien fait valoir que l'intégrisme est un épiphénomène, une attitude conjoncturelle :

" L'intégrisme n'est pas un phénomène de société ? C'est un greffon qui est venu, par le biais d'institutions récupérées ici et là par une faction du pouvoir ou par nécessité de composer avec un certain nombre de sollicitations extérieures²⁰."

¹⁹ - Youssef M. Ibrahim montre dans un article significatif " la révolte islamique pousse l'Algérie vers la guerre civile", que la confrontation entre les Fondamentalistes et les autorités tourne vers une guerre "free -for -all", du tout au tout. Voir *International Herald Tribune*, 5 avril 1994, pp. 1 et 4. Un article anonyme (vraisemblablement de la rédaction du *Herald Tribune*) estime qu'il y a deux scénarios possibles :

- soit la victoire du FIS
- soit l'implosion de l'Algérie, à l'instar de la Yougoslavie et sa division en trois structures: une région islamiste, une ou deux enclaves côtières contrôlées par l'armée et peut-être un Etat-couloir berbère. Voir *International Herald Tribune*, 26 avril 1994. Par contre, *Le Canard Enchaîné* signale l'opinion de l'Ambassadeur de France, en Algérie, qui "affirme, en revanche, contre vents et marées islamiste, que le pire n'est pas sûr" (Claude Angeli, "Le regard que jette Washington sur l'Algérie a un côté louche" in *Le Canard Enchaîné*, 25 mai 1994, p. 3). Séverine Labat, auteur d'une étude récente sur le drame algérien affirme : " A moins que l'armée ne s'effondre, la perspective d'une victoire militaire islamiste ne semble pas aujourd'hui réaliste " (Interview in *Jeune Afrique*, n° 1755, du 25 au 31 août 1994, pp. 16-21. Voir p. 21)

²⁰ - Interview de Said Sadi, le Secrétaire général du RCD algérien, *Réalités*, n° 462, du 26-8 au 1-9-1994, p. 10-15. Voir particulièrement p. 13.

Le scénario intégriste semble condamnée à long terme, d'après cette analyse. Mais des dérives conjoncturelles, des aventures momentanées, restent possibles et peuvent avoir de graves conséquences. Quelles sont leurs effets de contagion sur la scène sud-méditerranéenne²¹ ?

Les événements de Marrakeche, l'attaque²² d'un hôtel par un commando de Français d'origines algérienne et marocaine, le mercredi 23 août 1994, montre que le risque de débordement par des opérations ponctuelles est possible. N'oublions pas que le discours intégriste, faisant valoir la notion de l'*oumma* islamique, l'ensemble de la communauté musulmane, rejette tout concept d'Etat-Nation et de frontières. Voulant instituer un nouvel ordre islamique, il a l'ambition d'élargir la base de la contestation à l'ensemble de l'aire musulmane. La désignation d'un gouvernement de l'*oumma* dirigé par un calife, le 26 août 1994, par l'une des factions intégristes algériennes révèle les prétentions des mouvements intégristes, leur volonté d'organiser des croisades, pour exporter "leur révolution" et instituer le mariage provisoire de *moutaa* (jouissance), d'établir le régime de minorisation des chrétiens (régime des *dhimmi*, les protégés) et de remettre le *jihad*, c'est-à-dire la guerre d'expansion contre les non-musulmans à l'ordre du jour²³. La remise en question de ce gouvernement du califat par certains partenaires intégristes, associés à cette répartition de portefeuilles, montre que ce discours d'un autre temps, n'est pas crédible, ne serait-ce chez les partenaires intégristes.

" Nous ne sommes pas seulement préoccupés par l'évolution de la situation en Algérie, nous sommes inhibés par la situation

²¹ - Les contrecoups du scénario-catastrophe sont hâtivement évoqués, surdimensionnés, par certains organes de presse : Francis Ghilès évoque les menaces que ferait peser une éventuelle prise de pouvoir du Fis, sur la Tunisie, le Maroc et l'Egypte (*Financial Times* du 12 juillet 1994). Le *Herald Tribune* s'empresse d'identifier le Maroc, comme barrière à l'expansion de l'agitation intégriste. Voir l'article de William Drozdiak, in *Le Herald Tribune*, 10 mai 1994, pp. 1 et 4.

²² - Voir le 2^{em} communiqué du ministère de l'Intérieur marocain, sur l'affaire, diffusé par l'agence de presse MAP et reproduit par la presse. Voir, par exemple *Le Matin du Sahara et du Maghreb*, 29 août 1994. Alors que le ministère de l'intérieur n'a pas fait état des mobiles intégristes de l'opération, l'opposition marocaine voit dans l'affaire un "complot terroriste". Citons, à titre d'exemple, l'éditorial du *Matin du Sahara et du Maghreb*, signé par son directeur, intitulé "pas de prétexte, à l'obscurantisme contagieux et à la démente meurtrière" (*Matin du Sahara et du Maghreb*, 29 août 1994.)

²³ - Dépêche de l'Agence France-Presse, citée par *La Presse de Tunisie*, 28 août 1994. Le message remis par le Groupe Islamique armé, GIA, à l'Ambassadeur du Yémen, pris en otage, confirme ce discours, en faveur de l'établissement du califat, dans l'ensemble de l'aire islamique. Voir le quotidien *Ech-Chark El-Aousat*, du 24 juillet 1994, cité par l'éditorial de S. Jorchi, in *Réalités*, op. cit., partie arabe, p. 3.

algérienne²⁴", cette lecture attentive des événements d'Algérie révèle tout l'intérêt que les Tunisiens accordent à nos partenaires de l'UMA, à nos relations ancestrales de solidarité. Nous ne pouvons être indifférents aux risques d'anarchie, qu'ils encourent.

Peut-on d'autre part, ne pas envisager les risques toujours possibles, dans les guerres et les subversions intérieures, de débordement dans les aires de proximité !

Bien entendu, le destin des pays dépend essentiellement de leurs propres données, de leurs contextes socio-économiques, de leurs dynamiques internes. L'impact extérieur peut être déterminant essentiellement dans les structures qui ont perdu l'initiative. L'évolution spécifique de la Tunisie, la mise sur pied d'une politique avant-gardiste de promotion globale, de conscientisation, de responsabilisation, notamment la croisade scolaire, la formation éclairée des élites et la promotion juridique de la femme - semblent créer des conditions objectives de résistance de la société civile. Trop d'intérêts sont en jeu, les acteurs de la Tunisie nouvelle et en premier lieu les actrices ne peuvent, en toute logique, accepter des positions de repli, s'éclipser de la scène publique. Nous ne saurons insister sur l'importance de la promotion globale de la société, pour faire échec aux dérives.

Est-ce à dire que la situation n'est pas préoccupante ? Tout mouvement de subversion, qui se propose d'instituer l'inquisition et la guerre sainte, menace l'aire méditerranéenne, en remettant les pendules, aux ères d'antan d'affrontement Islam /chrétienté, Croisade/ Jihad, aux profits des adeptes de l'exclusion et de l'extrémisme de part et d'autre de la Méditerranée, qui se rejoignent, dans leurs soucis de déterrer les haches de la guerre²⁵.

d) La ligne de fracture Nord / Sud

Si les deux conflits Est-Ouest et du Proche-Orient semblent avoir pris fin, sans la moindre bataille, au cours de la dernière décennie de ce siècle qu'ils ont marqué, les relations Nord / Sud restent marquées par l'impact de la " déchirure ", entre les deux rives. Les séquelles de l'ère coloniale sont en train de se cicatriser,

²⁴ - Voir l'éditorial de S. Jorchi, *in Réalités, op. cit.*, partie arabe, p. 3.

²⁵ - Le *Herald Tribune* évoque les effets sur la rive Nord de la Méditerranée : "... l'Europe également subirait leur impact. Il y aurait beaucoup de réfugiés, à la recherche du salut en Europe et beaucoup d'Euro-populistes qui demanderaient que les réfugiés retournent chez eux... Cela recrée une sorte de nouvelle guerre froide" (Voir *International Herald Tribune*, 26 avril 1994).

en dépit des "îlots de résistance", qui restent plus vivaces dans le Nord méditerranéen, mais les rapports inégaux, paraissent constituer des facteurs d'hégémonie. Face au Sud, la fin de l'ordre européen issu de la seconde guerre mondiale ne semble pas avoir sonné. Plus volontiers, l'opinion publique tunisienne estime que ses mutations, depuis l'aire précoloniale, ne l'ont pas dénaturé et n'ont pas affecté "son essence": une supériorité économique, une politique d'expansion, des velléités d'hégémonie et une solidarité à toute épreuve face aux exclus.

Le conflit entre la Libye et certaines puissances occidentales (les USA, la France et l'Angleterre) relatif à l'affaire Lockerbie suscite, vu l'inégal rapport des forces, la perception d'une menace militaire directe et immédiate dans l'aire maghrébine:

" A l'heure où le monde arabe commençait à retrouver une certaine sérénité, après les événements de l'année 1991, la crise survenue entre la Libye et certains pays occidentaux se révèle être une menace pour la stabilité et la paix, notamment dans la région du Maghreb. Voilà pourquoi la Tunisie, outre les motivations inhérentes aux liens de voisinage et de fraternité, s'est employée, à tous les niveaux, à endiguer le danger et à aider à la recherche d'une solution acceptable pour tous, dans le respect de la légalité internationale²⁶...". (Le Président Ben Ali, 5 juin 1992)

D'autre part, des opérations d'arrière-garde, des diversions armées de la part d'Israël ou des nouveaux états de l'Europe de l'Est sont toujours possibles. Mais, exception faite de ces cas imprévisibles, et de l'escalade que peut connaître la question libyenne, en dépit de la volonté des Etats de l'UMA de circonscrire l'affaire, de dépassionner le débat pour empêcher le pire, l'ère de "la politique du canon" semble appartenir à l'histoire.

Par contre la disparité socio-économique entre les deux rives de la Méditerranée, l'inégal développement et les sentiments de frustration qu'ils suscitent, l'édification d'un autre mur, pour se protéger des "exclus ", du Sud, créent des situations conflictuelles graves et peuvent avoir des conséquences imprévisibles. Ne sous-estimons pas les effets ultérieurs de ce contexte explosif et de ces nouveaux axes de conflits Nord / Sud. Mais comment évaluer "ces nouveaux facteurs de risques" de nature économique et politique qui

²⁶ - Interview du Président tunisien Ben Ali, à l'agence Reuter, 5 juin 1992. Voir *Propos et réflexions*, op. cit., p. 330.

ne se réfèrent pas à des concepts de sécurité basés sur la puissance militaire ?

Nous nous rendons compte ainsi que, vu le rapport des forces, que la fin de la bipolarisation a aggravé et non atténué, les Nord-Africains, doivent donc faire face, sinon gérer en Méditerranée des situations imprévisibles et en tout cas quasi incontrôlables.

III- Une redéfinition de la menace ?

Notre tentative d'identifier les centres de tensions, de présenter une carte géopolitique, sinon un diagnostic de la situation, nous permet d'ébaucher une analyse, ne serait-ce qu'à gros traits, de la nouvelle perception de la menace en Méditerranée par l'establishment et l'opinion publique tunisiens.

Une enquête rapide révèle que la menace est vaguement appréhendée, par les milieux populaires. Avec la fin du conflit Est-Ouest, l'alignement de la Russie sur les positions occidentales et surtout le déclenchement de la guerre du Golfe, les milieux populaires tunisiens croient qu'il a y désormais une certaine réconciliation du monde européen, aux dépens du Sud, le tiers monde, les musulmans. Ne perdons pas de vue que la mémoire magrébine est marquée par les "séquelles de l'histoire", les guerres coloniales et l'institution du protectorat et le régime de domination qu'il a mis en vigueur. Or les nouveaux axes de conflits apparus, au cours de cette décennie, semblent re-actualiser les affrontements ancestraux.

L'opinion publique tunisienne ne se sentait pas concernée par la disparition des menaces de l'ère de la guerre froide, de la lutte des deux géants USA / URSS. Elle estime au contraire, que la situation antérieure accordait davantage de chances aux Maghrébins, leur offrant un recours éventuel. Le duel des deux géants supposait la quête de partenaires, d'alliés obligés, en cas de besoins. En tout cas, l'opinion publique tunisienne est attentive à l'apparition de nouveaux foyers de guerre et de tensions, susceptibles de susciter des politiques de force. Elle perçoit "les lignes de fractures, à travers l'arc méditerranéen", selon l'expression de l'écrivain maghrébin Sami Naïr²⁷. D'autre part, la chronique des attaques contre les Beurs et les immigrants, les politiques d'exclusion et les politiques d'hégémonie nourrissent l'idée de l'existence d'une " guerre silencieuse" qui oppose l'Occident aux pays du Maghreb.

27 - Sami Naïr, *Le différent méditerranéen, Essai sur les limites de la démocratie au Maghreb et dans les pays du tiers monde*, Paris, Editions Kimé, 1992. Voir p.

Les Sud-méditerranéens se sentent, en outre, rejetés: Les images envahissantes, véhiculées par les médias, nourrissent des rêves et les mesures nord-européennes excluent sans ménagement, ferment l'horizon. Ces blocages des illusions, des rêves, des possibilités de vacances, sont perçus comme des agressions unilatérales, subies dans leur quotidienneté.

La menace résulterait donc de cette dichotomie de base et des situations conflictuelles qu'elle nourrit. La menace militaire passe au second plan. Les risques encourus se fondent davantage sur l'inégal rapport des forces, les rapports d'hégémonie, qui se confortent dans l'imaginaire populaire, par les épreuves obsessionnelles de l'histoire.

Mieux perçue par l'*Establishment*, les milieux politiques et dans une moindre mesure l'*intelligentsia*, la menace est clairement ciblée, étudiée, explicitée. Conscients de l'importance des données socio-économiques, des effets néfastes de l'inégal développement, l'*Establishment* tunisien pose volontiers, le problème de la menace, dans le long terme, mettant en valeur, "la propension à satisfaire des exigences de plus en plus amplifiées, de la modernisation et de l'amélioration de la condition de vie²⁸...", dans les pays du Sud, faisant valoir la nécessité de " reviser le concept de sécurité régionale, qui est lié aux questions de développement et de coopération, principalement entre les pays méditerranéens²⁹..." Cette analyse qui présente en priorité les risques provenant du choc socio-économique Nord / Sud, relativise la menace d'ordre militaire et suggère des moyens de prévention plus radicaux.

La menace de dérive intégriste, qui tente de déstabiliser toute l'aire musulmane et d'imposer sa vision aux communautés maghrébines en Europe, les velléités d'exporter les projets de sociétés nostalgiques et certains effets du voisinage sont sûrement pris en ligne de compte. Les risques sécuritaires éventuels ne peuvent être ignorés. A l'ère de la fin des idéologies, nous avons donc affaire, non à une menace religieuse mais à une menace d'ordre "pseudo-idéologique", puisqu'elle a comme enjeu le projet de société séculier. Victorieuse de l'idéologie totalitaire communiste, l'humanité est confrontée, sur son flanc sud méditerranéen, aux risques d'une idéologie totalitaire théocratique, qui remet en question

²⁸ - Message du Président Ben Ali, à l'exposition internationale de Gênes, le 10 juin 1992. Voir *Propos et réflexions*, op. cit., p. 356.

²⁹ - Discours du Président Ben Ali, Madrid, le 28 mai 1991. *Ibid.*, p. 355.

les acquis de l'évolution, les conquêtes de l'homme, les valeurs de la culture de paix et de co-existence pacifique.

Pour l'Establishment tunisien, le traitement de cette menace requiert " une approche multidimensionnelle ... (qui) évite de recourir à une riposte uniquement d'ordre sécuritaire..." et nécessite "d'adopter des politiques qui s'attaquent aux problèmes économiques et sociaux...", c'est-à-dire "d'aller aux racines mêmes du problème³⁰...".

Tout en optant pour la concertation et l'action diplomatique³¹, pour prévenir les risques et affaiblir les bases de repli des réseaux intégristes, l'establishment tunisien fait valoir la volonté de mobiliser l'aire méditerranéenne, dans une politique de longue haleine de co-partenariat économique qui représente, en l'occurrence, la thérapie radicale, aux différentes formes de menaces et aux différentes manifestations de dérives.

Conclusion

" Je ne crains pas la contagion algérienne, parce que la Tunisie est un corps saint. En Algérie, la situation est difficile mais elle reste gérable.

En Tunisie, le problème a été réglé par la stricte application de la loi. Maintenant l'intégrisme, c'est votre problème : Je veux dire celui de Paris, de Londres, de Washington ? La France, la Grande Bretagne, les Etats-Unis servent de bases arrières aux terroristes intégristes..." (Le Président Ben Ali³², 3 août 1994).

Cette analyse récente de la perception tunisienne de la menace, cette volonté de responsabiliser les partenaires et cette appréciation de la situation méritent qu'on s'y attarde. Les derniers développements, qui ont mis à nu l'existence d'une véritable structure internationale intégriste³³, montrent l'ampleur de ses

³⁰ - Interview du Président Ben Ali, *Financial Times*, Tunisia, 27 juillet 1994. Voir aussi le texte intégral de cette interview, in *Jeune Afrique*, n ° 1752, du 4 au 10 août 1994, pp. 4 - 5.

³¹ - Signalons à cet égard que la question a été étudiée, lors de la conférence des Ambassadeurs tunisiens, en août 1994. Voir " M. Kallel (le Ministre de l'Intérieur), à la conférence des ambassadeurs, " La Tunisie a extirpé les germes de l'extrémisme et du terrorisme". *La Presse de Tunisie*, 27 août 1994.

³² - Interview au *Figaro*, 3 août 1994.

³³ - Titre, en première page, du journal tunisien *La Presse de Tunisie* " L'Internationale intégriste existe". Cette conclusion résulte des révélations sur le réseau terroriste démantelé le 24 juillet, à Perpignan, en France. *La Presse de Tunisie*, 31 juillet 1994. Voir aussi le *Figaro*, 14 août, p. 6-C. Voir aussi l'interview de Charles Pasqua, au

réseaux extérieurs et révélé leurs champs d'actions, confirment les vues du Président tunisien. Cette volonté de déstabilisation des pays musulmans de la rive Sud de la Méditerranée est évidente. Situation d'autant plus préoccupante que la prise en ligne de compte par ces pays de l'impératif sécuritaire, imposé par le contexte, peut retarder la réalisation des projets prioritaires de développement. Or la misère, la frustration, le chômage, constituent les menaces les plus sérieuses de notre aire sud-méditerranéenne. Ils nourrissent les sentiments de désespoir et de déresponsabilisation, qui constituent le lit de l'intégrisme et de toutes formes de dérives. En remettant aux calendes des projets de développement, on risque de retarder le désamorçage des bombes de la misère.

Dans cet ordre d'idées, le diagnostic de la situation, par le Premier Ministre turc, Mme Tansur Ciller, en visite officielle en France, en juillet 1994, qui met à nu la responsabilité de l'Europe - ne serait-ce que par le repli vers le Nord et la négligence qu'elle manifeste à l'égard de ses partenaires traditionnels méditerranéens³⁴, est pertinent et lucide. C'est là que les projets de co-partenariat constituent les meilleures thérapies des graves menaces de part et d'autre de la Méditerranée. Le co-développement est le meilleur instrument de prévention de toute menace.

Par une sorte de jeux de miroirs - l'ancien cinéophile qui vous parle évoquerait, non sans exagération manifeste, l'image chaplinesque de l'arroseur arrosé - la rive nord-méditerranéenne est devenue l'enjeu de la stratégie intégriste. La menace est connue : Fait exceptionnel, elle est discutée pour la première fois dans les assises de la Conférence au Sommet³⁵ du J 7 de juillet 1994.

Figaro, 12 août 1994. Le Ministre de l'Intérieur français évoque, en parlant du démantèlement d'un réseau de trafic d'armes en France, le "curieux mélange: des Algériens, des Tunisiens et même un Egyptien" et conclue, en affirmant que "l'intégrisme n'a pas de frontières. Raison de plus pour être vigilant."

³⁴ - Nous citons ce témoignage éloquent de Mme Tansur Ciller :

"Les islamistes exploitent la crise économique et l'attitude négative de l'Occident... Je me charge de redresser l'économie. Mais les Turcs sont des gens fiers. En les repoussant ainsi, sans cesse, l'Europe va provoquer une réaction. Les islamistes vont l'exploiter. C'est ici que nos amis occidentaux ont un rôle à jouerMes interlocuteurs doivent comprendre que cette mission est, d'une certaine manière historique. Je ne viens pas tant pour parler de dossiers ponctuels, mais pour résoudre un enjeu. Si les occidentaux ne font pas le nécessaire, les régimes islamistes s'installeront aux marches de l'Europe. Ils représenteront une menace pour la paix."

(Tansur Ciller, Premier Ministre turc, "Isoler Ankara, c'est faire le lit des islamistes", *In Le Figaro*, 22 juillet 1994.)

³⁵ - Voir le Communiqué du Sommet, 9 juillet 1994 et le rapport intitulé chaireman's statement, 10 juillet 1994, article 4. Voir aussi la déclaration du Président Clinton à

" La réalité, c'est que l'Islam qu'on envisage d'installer en Algérie serait agressif et conquérant. La France ne peut y être indifférente³⁶...". (Charles Pasqua, Ministre français de l'Intérieur, 12 août 1994.)

Tout en corrigeant cette expression réductrice - la confusion surprenante de la part d'un homme averti entre la religion et la dérive qui la revendique - nous devons prendre la mesure de cette appréciation symptomatique de la menace : Les intérêts de la France et bien entendu de la Communauté européenne sont désormais identifiés comme les enjeux de l'Internationale intégriste. Mais la France, plus sensibilisée par l'importance de la communauté musulmane sur son sol, en relation plus étroite avec les pays nord-africains, semble faire cavalier seul, dans l'aire européenne. Continuant à maintenir le dialogue avec ces réseaux, certains états occidentaux semblent occulter ce danger, réclamant l'ouverture du dialogue aux intégristes.

Remise en cause des droits universels de l'Homme, péjoration de la femme, intolérance et condamnation de toutes relations pacifiques avec l'autre, légitimation de toutes formes d'insécurisation et de déstabilisation, cette institution de la guerre civile "purificatrice", en vue d'instaurer une république islamiste en Algérie donne un éclairage édifiant sur la stratégie-autodafé intégriste qui a, comme enjeu, les deux rives de la Méditerranée. Fussent-elles têtues, ces données tolèrent curieusement certains traitements de faveur des intégristes déclarés, qui ne considèrent l'expression électorale, en tant que partisans de systèmes totalitaires, que comme alibi.

Il faut donc circonscrire les zones de crises, les foyers de tensions, identifier les vellétés de déstabilisation de l'aire méditerranéenne. Mais une approche globale permettrait de faire valoir les causes profondes, de privilégier "les mouvements en profondeur", par rapport "aux vagues de surface", pour adopter un langage braudélien. L'évolution actuelle de l'Europe privilégie le "concept Méditerranée-coupure, hostile, qui érigerait les différences

Naples, au cours d'une conférence de Presse, organisée, le 8 juillet 1994, lors du G 7, qui exprime son inquiétude, relative à l'Algérie et sa volonté de soutenir son gouvernement, contre le terrorisme. (Voir *El-Hayat*, du 9 juillet 1994). Voir aussi l'interview du Président Clinton à la télévision française du 7 juin 1994).

³⁶ - Voir l'interview de Charles Pasqua, au *Figaro*, 12 août 1994.

en conflit ... (à la vision) d'une Méditerranée-pont, qui feraient des mêmes différences la base d'une prospérité commune³⁷".

Tout développement conflictuel des relations Nord / Sud peut susciter des turbulences, des tensions imprévisibles. La quête, à tout prix, de l'ennemi, dans le Sud, risque d'exaspérer les passions, de déclencher des scénarios dangereux. Une étude de la perception de l'autre, de part et d'autre de la Méditerranée est salutaire, afin de dissiper les malentendus. La littérature politique qui se développe dans notre ligne d'horizon, d'exclusion, de rejet, d'auto-encerclement et finalement de mépris de l'Homme jure avec les principes onusiens de la culture de la paix, de l'entraide entre les hommes. Elle exprime un recul de l'esprit et alimente et enrichit les dossiers des contentieux des temps présents. Les excès de langage de certains politiciens du Nord, pour mobiliser leur corps électoral, peuvent entraîner des dérives, que certains risquent d'idéologiser dangereusement.

De part et d'autre de la Méditerranée, les communautés humaines ont un destin solidaire. Tout naufrage sur une rive, qu'il soit d'origine économique, politique, sociale - dans ce domaine les questions d'insécurité générale sont décisifs - entraîne nécessairement un afflux vers l'autre rive. La lecture de l'histoire méditerranéenne montre ce mouvement de bascule, de solidarité de fait entre les deux rivages : Exode des Andalous musulmans et juifs, à la suite de l'Inquisition espagnole puis émigration des Européens du Sud vers le Maghreb, au XIXème siècle et retour du pendule au XXème siècle, par le développement du mouvement migratoire vers l'Europe. Nous ne pouvons arrêter cette dynamique de l'Histoire. Toute menace caractérisée, quelle que soit sa nature, suscite des mouvements d'envergure de population. L'opinion politique nord-méditerranéenne évoque souvent le scénario de "l'invasion des desperados", pour fonder une politique d'exclusion. Cette stratégie du repoussoir, du bouc émissaire ne peut qu'exaspérer les passions, ériger des états d'âme en politique bornée et sans horizon et perturber les relations internationales, puisqu'elle institue les malentendus, en guise de valeurs. Il serait bien plus lucide, d'adopter une stratégie de prévention, d'instaurer une politique de concertation, de solidarité agissante et de co-partenariat, afin que la Méditerranée soit un lac de paix, de stabilité et de prospérité.

(Tunis, 27 août 1994)

³⁷ - Voir Henri Regnault, "Penser la Méditerranée, quel projet géopolitique pour l'Europe", in *IMCOM*, revue de l'Institut méditerranéen de la communication, n° 1, janvier 1991, p. 14.

iai ISTITUTO AFFARI
INTERNAZIONALI - ROMA

n° 1 ... 14510

13 OTT. 1994

BIBLIOTECA